

Reporters sans Frontières : Deux pays ennemis d'Internet installent un câble sous-marin pour multiplier par trois mille les connexions à Internet.

<http://www.rebelion.org/noticia.php?id=124472>

Pascual Serrano

Rebelión

Reporters Sans Frontières a fait du 12 mars la journée internationale de la cyber-censure et présente sur son site Web la « *liste des pays ennemis d'Internet* », une liste, uniquement en anglais, qui comprend 9 pays « *ennemis d'Internet* » et 16 pays qui « *placent Internet sous surveillance* ». Premier détail curieux, sur la page en espagnol de ce site, les seuls pays mentionnés sous le signet « *ennemis d'internet* » et « *Internet sous surveillance* » sont respectivement Cuba et le Venezuela.

Examinons de plus près l'argumentation avancée en ce qui concerne Cuba.

Reporters sans Frontière reconnaît que :

« Le régime ne dispose pas des moyens nécessaires pour installer un système de filtrage systématique, mais il s'appuie sur plusieurs facteurs pour limiter l'accès à Internet : la lenteur des connexions et le coût exorbitant de celles-ci - près de 1,5 dollar l'heure, dans un hôtel, pour avoir accès au réseau international alors que le salaire mensuel moyen des Cubains est de 20 dollars - ces obstacles expliquent pourquoi le nombre d'internautes et le temps de connexion continuent à être limités ».

Remarquons que Reporters sans Frontières reconnaît que le gouvernement n'établit aucun type de censure en fonction du contenu ; les explications avancées sont uniquement la *lenteur* et le *coût*. Affirmer que cela constitue une censure est exactement aussi sérieux que d'accuser le gouvernement d'un pays quelconque de porter atteinte à la liberté de circulation de ses citoyens parce que l'état des routes est déplorable ou parce que les péages sont trop chers.

Reporters sans Frontières poursuit :

« Pendant des années, le régime cubain a rendu responsable de la mauvaise qualité de sa connexion à Internet l'embargo appliqué par les Etats-Unis qui empêchent l'île d'accéder aux réseaux internationaux. Ce problème est en passe d'être résolu grâce à l'installation du câble sous-marin à fibre optique ALBA-1 qui relie Cuba au Venezuela depuis février 2011, ce qui va multiplier par trois mille la capacité de connexion de Cuba au reste du monde. Il est prévu qu'il soit fonctionnel en juillet 2011. »

Les connexions au réseau international se font actuellement par la voie du satellite dont les coûts sont prohibitifs. Théoriquement, la fibre optique permettra de baisser les prix d'accès à Internet et d'accroître la vitesse de connexion. Cependant il ne faut pas espérer une démocratisation d'Internet dans le pays ou un accès libre et généralisé à court terme. »

Le régime *ne rend pas responsable le blocus* ; c'est une réalité technique que Reporters sans Frontières confirme elle-même lorsqu'elle fait remarquer que les coûts de l'accès, via le satellite, imposés à Cuba, sont *prohibitifs*. Observons attentivement les termes employés : « *coûts prohibitifs* » et non pas « *gouvernement prohibitif* ». C'est pourtant un sacré paradoxe de constater que ces deux pays qui sont « *ennemis d'Internet* » sont ceux qui mettent en place un câble sous-marin à fibre optique pour multiplier par trois mille la capacité de connexion de l'un d'eux...

Mais tout cela ne gêne absolument pas Reporters sans Frontières qui poursuit :

« Cependant il ne faut pas espérer une démocratisation d'Internet dans le pays ou un accès libre et généralisé à court terme.

Les autorités prennent leurs précautions lorsqu'elles parlent de cette avancée. Le vice ministre pour l'Informatique, José Luis Perdomo, a souligné, en février 2011, que le câble « *n'est pas une baguette magique* » et qu'il faudra encore beaucoup investir dans l'infrastructure pour ouvrir aux Cubains l'accès à Internet. Selon lui, il « *n'existe aucun obstacle politique* » pour cette ouverture. Pour le moment, l'accès au réseau restera réservé à un « *usage social* » : institutions, universités et certains professionnels, comme les médecins et les journalistes »...

Autrement dit, ce sont précisément les journalistes - qui intéressent tant Reporters sans Frontières - qui vont avoir le privilège et la priorité pour accéder à Internet. Et pourtant Reporters sans Frontières ne voit pas là une raison suffisante de s'en rejouir. Alors que lorsqu'il s'agit de l'invasion de l'Irak ou de l'Afghanistan, ces gens se soucient uniquement des journalistes et pas du tout des populations civiles, lorsqu'il s'agit de Cuba, ces mêmes gens minimisent l'annonce faite par le vice ministre de donner la priorité aux journalistes et commencent à dénoncer un véritable marché noir des connexions entre les simples citoyens et l'achat ou la location, en sous-main, de mots de passe et de codes d'accès de certains individus et organismes qui ont reçu du parti l'autorisation d'accéder à Internet ».

La persécution et la censure à l'encontre des blogueurs et que RSF dénonce est dramatique. Jugez-en :

« Pour y parvenir ils (les blogueurs) appliquent un procédé tortueux : d'abord ils rédigent leurs textes, puis ils les copient sur une clé USB et ensuite ils les expédient par courrier électronique depuis un hôtel ou un autre lieu. »

N'avons-nous pas véritablement l'impression d'assister, là, à la lutte héroïque de courageux combattants clandestins contre une féroce dictature ?...

Mais L'ONG française qui défend hardiment les blogueurs cubains opposés au gouvernement se fait un sang d'encre lorsque ces blogueurs ne sont pas anticastristes :

« Aujourd'hui les autorités tentent de développer leur présence sur le Web : en 2009 est née une association officielle de blogueurs cubains. Le nombre de blogueurs « *pro-gouvernement* » ne va pas cesser de croître. Il semblerait qu'ils soient des centaines. L'agence de presse Reuters a signalé, en février 2011, qu'on compterait environ mille « *blogueurs officiels* » cubains.

(...) Puisque aujourd'hui sa stratégie est de « *noyer* » les blogueurs « *dissidents* » dans la masse des blogueurs pro-gouvernementaux, le gouvernement n'a plus besoin de les attaquer aussi ouvertement et peut relâcher son étreinte ».

Autrement dit, le gouvernement n'a pas besoin d'attaquer les blogueurs opposants parce qu'il y a d'autres blogueurs qui défendent le gouvernement. Voilà une autre caractéristique bien curieuse de cette dictature cubaine et de sa façon inhumaine de combattre la liberté d'expression...

Le document se termine par une autre perle :

« Il reste un espoir : Cuba a annoncé qu'elle veut basculer du système d'exploitation WINDOWS au système LINUX. Cette initiative pourrait améliorer les compétences techniques des informaticiens cubains qui seront mieux armés pour échapper à la censure. »

Comprenons bien ce que nous explique RSF : le passage à LINUX va rendre les Cubains plus libres et moins soumis à la censure que tous les citoyens de tous les gouvernements qui utilisent WINDOWS...

vendredi 18 mars 2011

Manuel Colinas
4 Hent Ty Glas
29170 Fouesnant

à

Reporters Sans Frontières

Monsieur le Directeur,
Sur le site espagnol **Rebelión**, je lis l'information ci-jointe.
Plusieurs détails m'interpellent, comme il est de bon ton de dire
aujourd'hui :

1. Est-il vrai que sur la page en espagnol de votre site vous ne traduisez pas fidèlement les renseignements contenus dans votre page en anglais ? Je ne peux pas le croire. Pouvez-vous démentir une telle calomnie, s'il vous plait ?
2. Si véritablement RSF se bat contre toute entrave à l'accès à INTERNET, pourquoi RSF n'intervient-elle pas, ne critique-t-elle pas, n'agit-elle pas pour que les USA permettent à Cuba d'accéder librement à Internet ?
3. S'il est vrai que les USA veulent que le peuple cubain exprime sa soif de liberté sur Internet, pourquoi bloquent-ils cet accès pour Cuba ?
4. Pourquoi les USA empêchent-ils Cuba de se brancher sur les câbles sous-marins nombreux qui passent au large de l'île ou sur le réseau qui existe à Haïti ou à Saint-Domingue ou même au Mexique ou en Floride, beaucoup plus proches des côtes cubaines que le Venezuela ?
5. Si Cuba veut réellement empêcher sa population d'accéder à Internet, n'est-il pas judicieux et de bonne guerre d'en accuser légitimement les USA

et de ne rien faire pour résoudre ce blocus au lieu de négocier la pose d'un câble sous-marin coûteux avec le Venezuela ?

6. Si les blogueurs anticastristes cubains existent, trouvez-vous anormal que des blogueurs favorables au gouvernement existent aussi ? N'est-ce pas la preuve d'une liberté d'expression à Cuba ? Cela réjouit-il RSF ? Pourquoi RSF cache-t-elle sa joie ?
7. Cuba veut passer au système d'exploitation LINUX. Il semblerait que RSF pense que cela va favoriser l'accès des Cubains à Internet. Si le gouvernement cubain veut empêcher l'accès à Internet, pourquoi ne reste-t-il pas sur Windows ? Fait-il le passage à LINUX par ignorance ? Le gouvernement cubain est-il stupide à ce point ? Pouvez-vous m'éclairer ?
8. Si RSF est véritablement le champion de la liberté d'accès à Internet et si LINUX est plus apte à permettre cette liberté d'accès que WINDOWS, le 12 mars prochain, verrons-nous sur votre site, dans la colonne « *pays qui entravent la liberté d'accès à Internet* » tous les pays qui s'opposent au passage à LINUX et dans la colonne « *pays qui favorisent la liberté d'accès* » les pays qui sont passés à LINUX ???

Dans l'attente de votre prompte et convaincante réponse, je me fais un devoir et un plaisir de transmettre ces courriers au maximum de correspondants ainsi qu'à la presse nationale.

Avec mes civilités empressées.